



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **POLYPROCESS**

Parc d'Activités des Cantines  
303 allée des Cantines  
33127 Saint-Jean-D'illac

Références : 2026\_UD33\_CRA - 227

Code AIOT : 0003102589

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement POLYPROCESS implanté Parc d'Activités des Cantines 303 allée des Cantines 33127 Saint-Jean-d'illac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POLYPROCESS
- Parc d'Activités des Cantines 303 allée des Cantines 33127 Saint-Jean-d'Illac
- Code AIOT : 0003102589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POLYPROCESS est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2640 et à enregistrement au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées. Les activités de la société POLYPROCESS sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 novembre 2022.

La société POLYPROCESS a été rachetée par la société POLYNT courant de l'année 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'il est en cours de changement des émulseurs utilisés dans les PIA (Poteaux Incendie Armés) sur son site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Stockage de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.2.7	Demande d'action corrective	15 jours
7	Zone à atmosphère	Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.2.1	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	explosible			
8	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.7.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains constats nécessitent des éléments complémentaires de la part de l'exploitant ou des actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de

leur travail.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'exploitant a eu accès sans problème particulier à l'ensemble des fiches de données de sécurité demandées par l'inspection.  En outre, il a précisé que ces fiches sont consultables par le personnel sur demande auprès du responsable QSE ou de son adjoint. Ces fiches restent accessibles, d'après l'exploitant, depuis l'extérieur via des accès (VPN...) en cas de besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<b>Constats :</b>  <u>Documents consultés :</u> - fiche de données de sécurité du NOROX KP 9 éditée par la société United Initiators GmbH, en date du 25 novembre 2024, - fiche de données de sécurité du Styrène monomère éditée par la société Polyprocess, en date du 2 janvier 2024, - fiche de données de sécurité du DISTITRON 183 CAV5F éditée par la société Polynt Composite France S.A., en date du 4 novembre 2024.  L'exploitant a été en capacité de fournir les fiches de données de sécurité pour 3 produits présents sur site, le jour de la visite d'inspection.  <b>Point 1 : DISTITRON 183 CAV5F</b> L'exploitant dispose d'extincteurs à proximité des stockages, situés à l'extérieur dans des cuves qui sont pourvues d'une capacité de rétention. <b>Ce point n'amène pas de remarque.</b>

### Point 2 : STYRENE MONOMERE

Le styrène monomère est stocké dans des GRV (Grands Réservoirs Vrac) sous un auvent. L'exploitant dispose à proximité d'extincteurs ou de PIA (Poteaux Incendie Armés). Ces stockages sont situés dans une zone sur rétention.

En ce qui concerne le stockage, la fiche de données de sécurité indique que la température de stockage doit être inférieure à 58°C afin d'éviter la polymérisation du produit. En outre, dans la partie "conditions de stockage", la fiche de données de sécurité précise qu'il convient de conserver le produit dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Elle précise également qu'il convient de conserver le produit à une température ne dépassant pas les 30°C.

Le stockage se trouvant à l'extérieur dont une partie, en fonction du degré d'inclinaison du soleil, peut être exposé au rayonnement solaire.

### Point 3 : NOROX KP-9

Le NOROX KP-9 est stocké sous forme de bidons de 25 litres, 20 litres ou inférieurs dans un petit local isolé du reste du site équipé de murs REI60, et qui dispose d'une rétention interne. Contre le mur de ce local se trouve un ARI (Appareils Respiratoires Isolants) ainsi que des extincteurs.

La fiche de données de sécurité, notamment au niveau de la rubrique 7, indique que la température de stockage doit être inférieure à 30°C.

L'exploitant a indiqué que le local est équipé d'une climatisation et que la température est suivie avec une sonde thermométrique en cas de dépassement des températures cibles fixées dans la procédure de l'exploitant (enclenchement de la climatisation à partir de 26°C).

A noter qu'il s'agit d'un peroxyde organique avec des températures de décomposition auto-accelérée (TDAA) de 60°C, d'après la fiche de données de sécurité.

**Ce point n'amène pas de remarque.**

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

#### Point 2 : STYRENE MONOMERE

L'exploitant s'interroge concernant les données indiquées dans les fiches de données de sécurité et notamment en ce qui concerne les températures de stockage. Pour rappel, le guide ECHA pour l'élaboration des fiches de données de sécurité indique en son point 7.2 intitulé "des conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités" (page 74) **qu'il n'est pas recommandé d'ajouter à cette sous-rubrique des informations relatives à la qualité du stockage. Si ces informations sont ajoutées, il convient d'indiquer clairement qu'il s'agit d'informations relatives à la qualité, et non à la sécurité.**

Le cas échéant, l'exploitant procède à la mise à jour de la fiche de données de sécurité.

L'exploitant transmet les éléments de réponse à l'inspection, **sous un délai d'un mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  <b>Point 1 : DISTITRON 183 CAV5F</b> Les cuves de stockage du DISTITRON 183 CAV5F sont pourvues d'une capacité de rétention.  <b>Point 2 : STYRENE MONOMERE</b> Le <i>styrène monomère</i> est stocké dans des GRV (Grands Réservoirs Vrac) sous un auvent. Ces stockages sont situés dans une zone sur rétention avec d'autres liquides inflammables.  <b>Point 3 : NOROX KP-9</b> Le NOROX KP-9 est stocké sous forme de bidons de 25 litres, 20 litres ou inférieurs dans un petit local isolé du reste du site équipé de murs REI60, et qui dispose d'une rétention interne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Pour le point 1 et 3, l'exploitant s'assure que les rétentions prévues sont suffisantes et transmet les éléments l'attestant à l'inspection.  Pour le point 2 (STYRENE MONOMERE), l'exploitant s'assure que la rétention est également suffisante lorsque l'auvent est en pleine capacité des stockages autorisés. L'exploitant transmet ces éléments de réponse <b>sous un délai d'un mois maximum.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Point 1 : DISTITRON 183 CAV5F</b>  Les cuves de stockage du DISTITRON 183 CAV5F sont pourvues d'une capacité de rétention exclusivement pour celui-ci. Il n'y a donc pas de problème d'incompatibilité éventuel.</p> <p><b>Point 2 : STYRENE MONOMERE</b>  Le <i>styrène monomère</i> est stocké dans des GRV (Grands Réservoirs Vrac) sous un auvent. Ces stockages sont situés dans une zone sur rétention avec d'autres liquides inflammables qui peuvent être éventuellement incompatibles entre eux.</p> <p><b>Point 3 : NOROX KP-9</b>  Le NOROX KP-9 est stocké sous forme de bidons de 25 litres, 20 litres ou inférieurs dans un petit local isolé du reste du site équipé de murs REI60, et qui dispose d'une rétention interne (local).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure pour le styrène monomère et les autres liquides inflammables présents sous l'auvent qu'ils sont compatibles entre eux et qu'une même rétention ne pose pas de souci.</p> <p>Pour ce qui est des peroxydes organiques, notamment le NOROX KP-9, l'exploitant s'assure que les autres peroxydes organiques éventuellement stockés dans ce même local sont bien compatibles avec le NOROX KP-9.</p> <p>L'exploitant transmet ces éléments <b>sous un délai de 1 mois</b>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'exploitant a été en capacité de fournir un état des matières stockées, notamment pour les rubriques 4331, 4421 et 1450 ainsi que pour les matières combustibles non dangereuses. En outre, par mail du 11 mars 2026, l'exploitant a fourni un extrait plus complet de l'état des stocks et notamment sur la partie concernant les matières combustibles qui sont également répertoriées dans son logiciel pour la gestion de l'état des stocks.

**Ce point n'appelle pas de remarques particulières.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Stockage de liquides inflammables**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.2.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Emplacements

**Prescription contrôlée :**

Le stockage est organisé comme prévu dans l'étude de dangers et en tenant compte de l'ensemble des dossiers de "porte à connaissance" déposés par l'exploitant. En outre, aucun stockage extérieur de produits inflammables ou toxique n'est autorisé à l'exception du stockage sous auvent côté sur de l'installation. [...].

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'inspection a constaté la présence de conteneurs de stockage de styrène (liquide inflammable) à l'extérieur de la zone de stockage prévue (auvent) dans l'étude de dangers. Cette zone n'est pas prévue pour du stockage de conteneurs vides ou pleins dans l'étude de dangers.

L'exploitant a précisé à l'inspection que les conteneurs métalliques étaient vides et égouttés.

Toutefois, les conteneurs n'ont pas été dégazés et nettoyés, ainsi un ciel gazeux de liquides inflammables est toujours présent à l'intérieur des conteneurs. Les phénomènes dangereux liés aux conteneurs contenant des liquides inflammables ne peuvent être exclus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de cesser tout stockage en dehors des zones prévues dans son étude de dangers ou met à jour celle-ci afin de pouvoir stocker dans ces nouvelles zones.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 7 : Zone à atmosphère explosible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2022</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.  [...].  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p><b>Article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2022</b>  Dans les zones où des atmosphère explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum. [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 26 février 2026, l'inspection a constaté que l'exploitant utilise un couvercle métallique de pot de peinture, lorsqu'il est à pied, afin d'ouvrir la porte qui sépare la zone de stockage des liquides inflammables à l'extérieur et l'atelier de production qui est une zone ATEX.</p> <p>Cette porte s'ouvre par détection métallique au sol (présence de transporteurs de palettes...), mais lorsque le personnel se déplace à pied, un objet métallique doit être utilisé pour la détection.</p> <p>L'exploitant utilise donc un couvercle métallique qui est déplacé avec le pied en faisant glisser le couvercle au sol. Étant donné que l'atelier est une zone ATEX (atmosphère explosive), il semble peu opportun d'utiliser cette stratégie afin d'ouvrir la porte, car en frottant au sol le couvercle métallique, cela peut engendrer une éventuelle étincelle ou arc électrique.</p>

**Proposition de délais : 15 jours**

Type de suites proposées : Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Protections individuelles du personnel d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2022, article 8.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils respiratoires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne : - de surveillance susceptible d'intervenir en cas de sinistre, - ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques. [...].
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'inspection a constaté la présence de deux ARI (Appareils Respiratoire Isolant) sur site. L'un des deux ARI disponibles n'est pas à jour au niveau de sa vérification annuelle (dernière vérification en date du 13/02/2025).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant procède à la vérification de l'ARI qui n'est pas à jour de vérification. En outre, il prend les dispositions nécessaires afin que cette absence de vérification ne soit pas réitérée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois